

Art. 41. In artikel 3 van het decreet d.d. 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap worden de woorden "of van een kredietinstelling waarin de Staat een participatie van minstens 25 t.h. bezit" ingevoegd tussen de woorden "krediet" en "de".

Art. 42. Voor het schooljaar 1995-1996 zijn niet van toepassing :

1° artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1996 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type;

2° Artikel 17, § 5, van de wet d.d. 18 februari 1977, zoals gewijzigd bij artikel 17 van bovenvermeld koninklijk besluit nr. 460.

Voor het schooljaar 1995-1996 mag de vervanging van een afdeling voor hoger onderwijs van het korte type bedoeld in artikel 14 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, enkel gebeuren voor afdelingen die door de inrichtende macht in 1994-1995 werden georganiseerd, op gunstig advies van de Vaste Raad voor het hoger onderwijs en na akkoord van de Regering.

Art. 43. In artikel 37 van het decreet d.d. 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs wordt het woord "opgeheven" door het woord "ingetrokken" vervangen.

Art. 44. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1995, met uitzondering van de artikelen 17, 25, § 3, 27, § 3, 30, 31, 32, die op 1 maart 1993 in werking treden, en van hoofdstuk III dat op 1 september 1995 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINK

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX

F. 95 — 1644

[S-Mac — 29282]

10 AVRIL 1995. — Décret fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, le ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ne pourra pas déclarer vacants des emplois entrant dans une des catégories suivantes :

a) emplois dans une section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou dans une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, n'ayant pas encore fait l'objet d'un rapport favorable du Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale relativement au respect du niveau des études;

b) emplois qui doivent obligatoirement être attribués, en vertu de la réglementation relative à la mise en disponibilité et à la réaffectation, à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge.

Les obligations en matière de réaffectation s'étendent à la reconduction des réaffectations effectuées avant l'année scolaire 1994-1995, soit d'initiative, soit sur désignation d'office des commissions zonales ou de la commission interzonale de réaffectation;

c) emplois relevant d'une structure que l'article 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale impose de transformer progressivement;

d) emplois dans une unité de formation approuvée à titre provisoire, conformément aux dispositions de l'article 136 du décret du 16 avril 1991 précité, qui n'a pas été organisée au moins une fois durant chacune des six années scolaires précédentes.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 185-1. — Rapport : n° 185-2. — Amendements : n° 185-3.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 4 avril 1995. — Adoption. Séance du 6 avril 1995.

Art. 2. Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 40, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, les pouvoirs organisateurs de l'enseignement de promotion sociale libre et officiel subventionné ne pourront procéder à un engagement à titre définitif ou à une nomination à titre définitif que dans des emplois n'entrant pas dans une des catégories suivantes :

a) emplois dans une section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou dans une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, non encore définitivement admise aux subventions;

b) emplois qui doivent obligatoirement être attribués, en vertu de la réglementation relative à la mise en disponibilité et à la réaffectation, à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge.

Les obligations en matière de réaffectation s'étendent à la reconduction des réaffectations effectuées avant l'année scolaire 1994-1995, soit d'initiative, soit sur désignation d'office des commissions zonales ou de la commission centrale de réaffectation;

c) emplois relevant d'une structure que l'article 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale impose de transformer progressivement;

d) emplois dans une unité de formation approuvée à titre provisoire, conformément aux dispositions de l'article 136 du décret du 16 avril 1991 précité, qui n'a pas été organisée au moins une fois durant chacune des six années scolaires précédentes.

Art. 3. L'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, inséré par l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986 et modifié par l'arrêté royal n° 505 du 31 décembre 1986 et par les décrets du 12 juillet 1990 et du 26 juin 1992 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Par année scolaire, le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale est déterminé sur la totalité des périodes de cours de 50 minutes des sections, formations ou unités de formation auxquelles un étudiant s'inscrit et dont la date du premier dixième de la durée se situe durant ladite année scolaire.

Ce droit d'inscription se calcule comme suit :

a) dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, 12 francs par période de cours de 50 minutes jusqu'à la 150^e période et 5 francs au-delà de 150 périodes avec un minimum de 1 500 francs et un maximum de 5 000 francs;

b) dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, 15 francs par période de cours de 50 minutes jusqu'à la 150^e période et 8 francs au-delà de 150 périodes avec un minimum de 2 000 francs et un maximum de 6 000 francs;

c) dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale, le montant calculé conformément aux points a) et b) est augmenté d'un "droit d'inscription occupationnel" de 12 francs par période de cours de 50 minutes dans les sections, formations ou unités de formation à caractère occupationnel dont la liste est fixée par arrêté du Gouvernement de la Communauté française. Ce "droit d'inscription occupationnel" est limité, par année scolaire à un montant compris entre 1 500 et 3 000 francs par section, formation et unité de formations à caractère occupationnel.

Le "droit d'inscription occupationnel" est remboursé, au plus tard à la fin de l'année scolaire qui suit celle durant laquelle il a été perçu, à l'étudiant qui termine une autre section formation ou unité de formation dont une des conditions d'accès est la réussite de la section, de la formation ou de l'unité de formation à caractère occupationnel.

Toutefois, sont exemptés du droit d'inscription visé à l'alinéa 2, a) et b)

- les mineurs, soumis à l'obligation scolaire;
- les chômeurs complets indemnisés, à l'exclusion des chômeurs en formation professionnelle bénéficiant d'un contrat de formation professionnelle individuelle en entreprise leur procurant des revenus supplémentaires, à l'exclusion des chômeurs mis au travail et des prépaionnés;
- les demandeurs d'emplois inoccupés obligatoirement inscrits en vertu des réglementations relatives à l'emploi et au chômage, aux handicapés ou à l'aide sociale;
- les personnes handicapées inscrites au Fonds communautaire d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et pour qui de l'avis de ce fonds, l'inscription à la section, à la formation ou à l'unité de formation considérée constitue une des conditions de réussite de leur insertion professionnelle;
- les personnes qui bénéficient du minimum de moyens d'existence;
- les miliciens;
- les membres du personnel directeur, enseignant et auxiliaires d'éducation de l'enseignement organisé ou subventionné, pour lesquels la section, la formation ou l'unité de formation à laquelle ils s'inscrivent et reconnue dans le cadre de la formation continuée ou de la formation en cours de carrière des membres du personnel enseignant;
- les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, pour lesquels, la section, la formation ou l'unité de formation considérée constitue un recyclage dans le cadre de leur(s) fonction(s) dans l'enseignement;
- les personnes soumises à une obligation imposée par une autorité publique.

Le droit d'inscription est payé avant le premier dixième de la durée de la section, de la formation ou de l'unité de formation choisie.

Le droit d'"inscription occupationnel" est payé à n'importe quel moment de la durée de la section, de la formation ou de l'unité de formation choisie.

Les élèves et étudiants qui, sans en être exemptés, n'ont pas payé le droit d'inscription visé à l'alinéa 2, a) ou b), dans le délai prévu à l'alinéa 4 ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'encadrement, pour l'ajustement de la dotation de périodes et pour le montant des crédits et subventions de fonctionnement.

La somme des montants des droits d'inscription et des "droits d'inscription occupationnels" calculés pour tous les élèves et étudiants repris aux documents annuels précisant la population scolaire au premier dixième de toutes les sections, formations ou unités de formations, dont le premier dixième de la durée de fonctionnement se situe durant l'année scolaire, constitue le montant du droit d'inscription constaté pour l'établissement pour l'année scolaire, que les droits d'inscription occupationnel" aient été perçus ou non.

Lorsque le montant du droit d'inscription constaté pour un établissement et pour une année scolaire est supérieur au montant total des crédits ou des subventions de fonctionnement dus pour cette même année, la différence entre le montant du droit d'inscription constaté et le montant des crédits ou subventions de fonctionnement est versée au budget des Voies et Moyens de la Communauté française."

Art. 4. L'article 14 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est complété par l'alinéa suivant :

"La date de début et de fin d'une unité de formation ne peuvent être séparées de plus de 365 jours calendrier."

Art. 5. Un article 87bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 16 avril 1991 précité :

"Article 87bis. § 1er. Sont déduites de la dotation/école visée à l'article 91, pour l'année civile en cours et pour l'année civile suivante, sans faire l'objet des ajustements visés à l'article 87, les périodes de cours visées ci-dessous :

— les périodes de cours n'apparaissent pas à l'horaire d'une section ou d'une unité de formation dûment approuvée, conformément aux dispositions en la matière;

— la totalité des périodes prévues à l'horaire de la section ou de l'unité de formation dûment approuvée, lorsque certains cours prévus à l'horaire ne sont pas enseignés, sans que l'ensemble des étudiants ou élèves en soient régulièrement dispensés;

— la totalité des prestations effectivement rémunérées à des professeurs et/ou experts, dans le cadre d'une section ou unité de formation, lorsque certaines de ces prestations ne sont pas indiquées au document prévu à cet effet;

— la totalité des prestations effectivement rémunérées à des professeurs et/ou experts, dans le cadre d'une section, d'une unité de formation dont l'ouverture n'a pas été annoncée à l'administration au moyen du document prévu à cet effet;

— la totalité des périodes prévues à l'horaire de la section ou de l'unité de formation lorsque l'ouverture de la section ou de l'unité de formation précède la date d'autorisation d'ouverture.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française arrête les conditions auxquelles les périodes constituant une perte partielle de charge ou une mise en disponibilité par défaut d'emploi sont assimilées aux périodes visées au § 1er."

Art. 6. L'article 88 du décret du 16 avril 1991 précité est complété par l'alinéa suivant :

"Les prêts de périodes, relatifs à une année civile, sont communiqués à l'administration avant le 31 décembre de l'année civile concernée."

Art. 7. L'article 89 du décret du 16 avril 1991 précité est complété par l'alinéa suivant :

"Les transferts de périodes susvisés, relatifs à une année civile, sont communiqués à l'administration avant le 31 décembre de l'année civile concernée."

Art. 8. L'article 91 du décret du 16 avril 1991 précité est complété par les alinéas suivants :

"Sauf communication écrite adressée à l'Administration de l'enseignement de promotion sociale par les pouvoirs organisateurs concernés, cette dotation/école est celle qui est calculée pour chaque établissement, sur la base des règles d'ajustements visées à l'article 87, alinéa 2.

Toute modification, par un pouvoir organisateur, de cette dotation/école doit être notifiée à l'administration susvisée qui en prend acte. Plus aucune modification, ultérieure au 31 décembre de l'année civile en cours, ne sera plus prise en considération.

La différence entre le nombre de périodes constituant la dotation/école de chaque établissement d'enseignement de promotion sociale et le nombre de périodes utilisées, durant l'année civile considérée, pour chacun des cours de chacune des sections ou unités de formation organisées par ledit établissement constitue la réserve de périodes de l'établissement.

A aucun moment de l'année civile concernée, la réserve de périodes d'un établissement ne peut être négative.

Tout montant négatif de la réserve de périodes constitue un dépassement de dotation de périodes.

En cas de dépassement, la dotation/école calculée pour l'année civile qui suit celle durant laquelle le dépassement a été constaté sera réduite de une fois et demi le dépassement constaté. La dotation/école calculée pour la deuxième année civile qui suit celle durant laquelle le dépassement a été constaté sera affectée d'un coefficient égal à une fraction dont le numérateur est la dotation/école et le dénominateur est la dotation par école augmentée du dépassement constaté.

La réserve de périodes de l'établissement s'éteint annuellement selon les dispositions prises en application de l'article 87."

Art. 9. L'article 93, alinéa 4, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant : "Tout montant négatif de la réserve constitue un dépassement de la dotation de périodes qui est déduit à concurrence de 150 p.c. de la dotation de périodes de l'année civile suivante. La dotation de période attribuée, au pouvoir organisateur concerné, pour la deuxième année civile qui suit celle durant laquelle le dépassement a été constaté sera affectée d'un coefficient égal à une fraction dont le numérateur est la dotation de périodes du pouvoir organisateur et le dénominateur est la dotation de périodes du pouvoir organisateur augmentée du dépassement constaté."

Art. 10. Un article 137bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 16 avril 1991 précité :

"Article 137bis. Les sections et unités de formation, dont les dossiers de référence sont visés aux articles 136 et 137, ne peuvent être programmées par un pouvoir organisateur ou par un chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, que dans la mesure où cette programmation n'entraîne pas :

— de perte partielle de charge pour des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif;

— de mise en disponibilité pour des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif.

Il ne peut être dérogé par le Gouvernement aux dispositions de l'alinéa 1er que sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale.

Le Gouvernement arrête les conditions de dérogations aux dispositions de l'alinéa 1er ainsi que les critères sur lesquels se fonde le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale pour remettre son avis."

Art. 11. L'article 19 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19. Le Président et le Vice-Président de la Commission sont nommés par le Gouvernement.

L'une des deux personnes nommées est nécessairement l'Administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale.

Lorsque le Président de la Commission visée à l'alinéa 1er et celui du Conseil supérieur visé à l'article 78 sont des membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale ils ne peuvent appartenir au même réseau d'enseignement."

Art. 12. L'article 87 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est complété par les alinéas suivants :

"A partir du 1er janvier 1997, les ajustements visés à l'alinéa premier comprennent les reports à 100 p.c. des périodes non utilisées par les pouvoirs organisateurs durant l'avant-dernière année civile qui précède.

Ces reports n'interviennent que pour les pouvoirs organisateurs qui déclarent, avant le 15 décembre de l'année en cours, qu'ils n'utiliseront pas durant l'année civile en cours les périodes dont ils demandent le report. Ces périodes ne peuvent être prêtées à un établissement en voie de création.

Lesdits reports ne peuvent entraîner une augmentation des crédits alloués annuellement à l'enseignement de promotion sociale.

Les périodes rémunérées à des enseignants nommés ou engagés à titre définitif dans le cadre d'une mise en disponibilité par défaut d'emploi ou d'une perte partielle de charge et pour lesquelles les enseignants concernés n'ont ni été réaffectés, ni remis au travail, ni rappelés en activité de service ne peuvent faire l'objet des reports visés à l'alinéa précédent."

Art. 13. Dans l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par les lois du 6 juillet 1970, 14 juillet 1975, 18 septembre 1971, par l'arrêté royal n° 441 du 25 avril 1986 et par le décret du 16 avril 1991, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. Lors du remplacement de structures existantes dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou de régime 1, les unités de formation dont l'ensemble couvre des structures admises définitivement aux subventions sont considérées comme telles, sur avis conforme de la Commission de concertation visée à l'article 15 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale."

Art. 14. Le présent décret produit ses effets le 31 décembre 1994, à l'exception des articles 1er, 2, 3 et 10, qui produisent leurs effets le 1er septembre 1994 et de l'article 13 qui produit ses effets au 1er janvier 1992. Les articles 1er, b), 2e alinéa et 2, b), 2e alinéa, cessent d'être en vigueur au terme de l'année scolaire 1994-1995.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiodisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 — 1644

[S-Mac — 29282]

10 APRIL 1995. — Decreet houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs voor sociale promotie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Behalve in de onderstelling, bedoeld in artikel 44 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 26 april 1993 houdende overgangsmaatregelen inzake opdrachten en betrekkingen voor de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, kan de voor het onderwijs bevoegde Minister betrekkingen van onderstaande categorieën niet vacant verklaren :

a) betrekkingen in een afdeling van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 of in een opleidingseenheid van stelsel 1 waarover de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie nog geen gunstig verslag heeft uitgebracht inzake het studiepeil;

(1) *Zitting 1994-1995.*

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 185-1. — Verslag : nr. 185-2. — Amendementen : nr. 185-3.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergadering van 4 april 1995. — Aanneming. Vergadering van 6 april 1995.

b) betrekkingen die krachtens de reglementering op terbeschikkingstelling en reffectatie moeten toegewezen worden aan een personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld is of een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft.

De verplichte reffectatie omvat de verlenging van reffectaties die voor het schooljaar 1994-1995 plaatsvonden hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanwijzing van ambtswege, door de zonale commissies of de interzonale reffectatiecommissie;

c) betrekkingen, ressorterend onder een structuur die krachtens artikel 137 van het decreet d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie geleidelijk omgebouwd moet worden;

d) betrekkingen in een eenheid die krachtens artikel 136 van voormeld decreet van 16 april 1991 voorlopig goedgekeurd werd maar niet ten minste eenmaal georganiseerd werd in elk van de 6 vorige schooljaren.

Art. 2. Behalve in de onderstelling, bedoeld in artikel 40, 4e lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1993 houdende overgangsmaatregelen inzake opdrachten en betrekkingen voor de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kunnen de inrichtende machten van het vrij en officieel gesubsidieerd onderwijs alleen in betrekkingen van onderstaande categoriën personeel vast aanwerven of vast benoemen :

a) betrekkingen in een afdeling van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 of in een opleidingsseenheid van stelsel 1 die nog niet definitief in de toelageregeling opgenomen is;

b) betrekkingen die krachtens de reglementering op terbeschikkingstelling en reffectatie moeten toegewezen worden aan een personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld is of een gedeelte van zijn opdracht verloren heeft.

De verplichte reffectatie omvat de verlenging van reffectaties die voor het schooljaar 1994-1995 plaatsvonden hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanwijzing van ambtswege, door de zonale commissies of de centrale reffectatiecommissie;

c) betrekkingen, ressorterend onder een structuur die krachtens artikel 137 van het decreet d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie geleidelijk omgebouwd moet worden;

d) betrekkingen in een eenheid die krachtens artikel 136 van voormeld decreet van 16 april 1991 voorlopig goedgekeurd werd maar niet ten minste eenmaal georganiseerd werd in elk van de 6 vorige schooljaren.

Art. 3. Artikel 12, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, ingevoegd bij koninklijk besluit 462 d.d. 17 september 1986 en gewijzigd bij koninklijk besluit 505 d.d. 31 december 1986 en de decreten van 12 juli 1992 en 26 juni 1992, wordt vervangen als volgt :

"Per schooljaar wordt het bedrag van het inschrijvingsgeld in het onderwijs voor sociale promotie bepaald op grond van het totaal van de lestijden van 50 minuten in de afdelingen, opleidingen en opleidingsseenheden waar een student zich inschrijft en waarvan de datum van het eerste tiende in dat schooljaar valt .

Het inschrijvingsgeld wordt berekend als volgt :

a) in het secundair onderwijs voor sociale promotie : 12 fr. per lestijd van 50 minuten tot de 150e lestijd en 5 fr. na 150 lestijden, met een minimum van 1 500 en een maximum van 5 000 fr. ;

b) in het hoger onderwijs voor sociale promotie : 15 fr. per lestijd van 50 minuten tot de 150e lestijd en 8 fr. na 150 lestijden, met een minimum van 2 000 en een maximum van 6 000 fr. ;

c) in het hoger en het secundair onderwijs voor sociale promotie wordt het bedrag bekomen ingevolge a) en b) verhoogd met 12 fr. per lestijd van 50 minuten in beroepsgerichte afdelingen, opleidingen of eenheden, waarvan de lijst bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap vastgesteld wordt. Die toeslag is per schooljaar begrepen tussen 1 500 en 3 000 fr. per beroepsgerichte afdeling, opleiding of eenheid.

Bedoelde toeslag wordt uiterlijk op het einde van het schooljaar na dat waarin het geïnd werd, terugbetaald aan de student die een andere afdeling, opleiding of eenheid beëindigt, waartoe de toegang o.m. afhankelijk was van het slagen in de beroepsgerichte afdeling, opleiding of eenheid.

Het inschrijvingsgeld bedoeld in het 2e lid, a) en b) wordt echter niet opgelegd aan :

— de minderjarigen die leerplichtig zijn;

— de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, met uitsluiting van de werklozen in beroepsopleiding met een contract voor individuele opleiding in een bedrijf, de tewerkgestelde werklozen en de personen met bruggpensioen;

— de niet-werkende verplicht ingeschreven werkzoekenden krachtens de reglementeringen inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid, minder-validen of maatschappelijk welzijn;

— de minder-validen, ingeschreven bij het gemeenschapsfonds voor sociale en beroepsintegratie, wanneer dit fonds van oordeel is dat de inschrijving in de beschouwde afdeling, opleiding of eenheid een vereiste is voor hun integratie in het beroepsleven;

— de personen die het bestaansminimum genieten;

— de dienstplichtigen;

— de leden van het bestuurs-, onderwijzend en opvoedend hulppersoneel van het ingericht of gesubsidieerd onderwijs, voor wie de afdeling, opleiding of eenheid waar zij zich inschrijven, erkend is voor de voortgezette vorming of de vorming tijdens de loopbaan van de leerkrachten;

— de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, voor wie de beschouwde afdeling, opleiding of eenheid een bijscholing in het kader van hun onderwijsfunctie uitmaakt;

— de personen onderworpen aan een door een overheid opgelegde verplichting.

Het inschrijvingsgeld wordt betaald voor het eerste tiende van de duur van de gekozen afdeling, opleiding of eenheid.

Voormelde toeslag wordt betaald op eender welk ogenblik van de duur van de gekozen afdeling, opleiding of eenheid.

Leerlingen en studenten die zonder vrijstelling het inschrijvingsgeld bedoeld in het 2e lid, a) of b) niet betaald hebben in de in het 4e lid bepaalde termijn komen niet in aanmerking voor de berekening van de omkadering, de aanpassing van de lestijndotatie en het bedrag van de werkingskredieten of -toelagen.

De som van de bedragen van de inschrijvingsgelden en van de toeslagen berekend voor alle leerlingen en studenten, vermeld in de jaarlijkse documenten tot vaststelling van de schoolbevolking bij het eerste tiende van alle afdelingen, opleidingen of eenheden, waarvan het eerste tiende van de werkingsduur in het schooljaar valt, is het bedrag van het vastgestelde inschrijvingsgeld voor de inrichting voor het schooljaar, of de toeslagen al dan niet geïnd werden.

Wanneer het voor een inrichting en voor een schooljaar vastgestelde inschrijvingsgeld hoger is dan het totaal bedrag van de werkingskredieten of -toelagen, voor datzelfde jaar verschuldigd, wordt het verschil tussen het bedrag van het vastgestelde inschrijvingsgeld en het bedrag van de werkingskredieten of -toelagen op de middelenbegroting van de Franse Gemeenschap gestort".

Art. 4. Artikel 14 van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie wordt met onderstaand lid aangevuld :

"De aanvangsdatum en de einddatum van een opleidingseenheid mogen niet door meer dan 365 kalenderdagen gescheiden zijn".

Art. 5. Onderstaand artikel 87bis wordt in voormeld decreet van 16 april 1991 ingevoegd :

"Artikel 87bis. § 1. Van de dotatie/school bedoeld in artikel 91 worden voor het lopende en het volgende kalenderjaar, zonder de in artikel 87 bedoelde aanpassingen, de volgende lestijden afgetrokken :

— de lestijden die niet voorkomen op de lesrooster van een overeenkomstig de geldende bepalingen goedgekeurde afdeling of opleidingseenheid;

— alle lestijden die op de lesrooster van de goedgekeurde afdeling of eenheid voorkomen, wanneer sommige erin vermelde vakken niet onderwezen worden, zonder regelmatige vrijstelling van alle leerlingen of studenten;

— alle werkelijk bezoldigde prestaties van leraars en/of deskundigen in een afdeling of eenheid, wanneer sommige van die prestaties niet vermeld worden op het daartoe bestemde document;

— alle werkelijk bezoldigde prestaties van leraars en/of deskundigen in een afdeling of eenheid waarvan de opening niet aan het bestuur is meegedeeld door middel van het daartoe bestemde document;

— alle lestijden die voorkomen op de lesrooster van de afdeling of eenheid wanneer deze geopend is vóór de datum van goedkeuring van die opening.

§ 2. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de voorwaarden voor de gelijkstelling van de lestijden die een gedeeltelijk verlies van opdracht of een terbeschikkingstelling uitmaken, met de in § 1 bedoelde lestijden".

Art. 6. Artikel 88 van voormeld decreet van 16 april 1991 wordt met volgend lid aangevuld :

"De uitleening van lestijden m.b.t. een kalenderjaar wordt het bestuur meegedeeld vóór 31 december van het beschouwde kalenderjaar".

Art. 7. Artikel 89 van datzelfde decreet wordt met onderstaand lid aangevuld :

"De voormelde overdracht van lestijden voor een kalenderjaar wordt het bestuur meegedeeld vóór 31 december van het beschouwde kalenderjaar".

Art. 8. Artikel 91 van voormeld decreet van 16 april 1991 wordt aangevuld als volgt :

"Behoudens schriftelijke mededeling van de betrokken inrichtende machten aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie is die dotatie/school voor elke inrichting berekend volgens de aanpassingsregels bedoeld in artikel 87, 2e lid.

Een inrichtende macht die de dotatie/school wijzigt moet zulks mededelen aan voormeld bestuur, dat ervan akte neemt. Na 31 december van het lopende kalenderjaar wordt geen wijziging aanvaard.

Het verschil tussen het aantal lestijden van de dotatie/school van elke inrichting en het aantal aangewende lestijden, tijdens het beschouwde kalenderjaar, voor elk vak van elke door die inrichting georganiseerde afdeling of eenheid, vormt de lestijdenreserve van de inrichting.

In dat kalenderjaar mag die reserve nooit negatief zijn.

Een negatief bedrag van de reserve is een overschrijding van de lestijndotatie.

In dat geval wordt de dotatie/school voor het eerste kalenderjaar na dat waarin de overschrijding werd vastgesteld, verminderd met anderhalve maal die overschrijding.

De dotatie/school voor het tweede kalenderjaar na die vaststelling wordt aangepast met een coëfficiënt, gelijk aan een breuk met als teller de dotatie/school en als noemer de dotatie per school vermeerderd met de overschrijding.

De lestijdenreserve van de inrichting verstrijkt jaarlijks volgens de bepalingen getroffen bij toepassing van artikel 87".

Art. 9. Artikel 93, 4e lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : "Elk negatief bedrag van de reserve is een overschrijding van de lestijndotatie. In dat geval wordt de dotatie/school voor het eerste kalenderjaar na dat waarin de overschrijding werd vastgesteld, verminderd met anderhalve maal die overschrijding. De dotatie/school voor het tweede kalenderjaar na die vaststelling wordt aangepast met een coëfficiënt, gelijk aan een breuk met als teller de lestijndotatie van de inrichtende macht en als noemer die dotatie vermeerderd met de overschrijding".

Art. 10. In voormeld decreet van 16 april 1991 wordt onderstaand artikel 137bis ingevoegd :

"Artikel 137bis. De afdelingen en opleidingseenheden, waarvan de referentiedossiers bedoeld zijn in de artikelen 136 en 137, kunnen door een inrichtende macht of door een inrichtingshoofd van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap maar geprogrammeerd worden als zulks niet aanleiding geeft tot :

— het gedeeltelijk verlies van de opdracht van vast benoemde of geworven personeelsleden;

— de terbeschikkingstelling van vast benoemde of geworven personeelsleden.

Van het 1e lid kan de Regering van de Franse Gemeenschap afwijken op eensluidend advies van de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie. De Regering bepaalt de voorwaarden waarop die afwijking kan gebeuren en de criteria op grond waarvan de hoge raad zijn advies verstrekt.

Art. 11. Artikel 19 van voormeld decreet van 16 april 1991 wordt vervangen als volgt :

"Artikel 19. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie worden door de Regering benoemd.

Eén van beiden is de pedagogisch beheerder van het onderwijs voor sociale promotie.

Wanneer de voorzitter van de Commissie en die van de in artikel 78 bedoelde hoge raad personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie zijn, mogen zij niet tot hetzelfde onderwijsnet behoren".

Art. 12. Artikel 87 van voormeld decreet van 16 april 1991 wordt aangevuld als volgt :

"Vanaf 1 januari 1997 omvatten de in het 1e lid bedoelde aanpassingen de volledige overdracht van de lestijden die de inrichtende machten niet aangewend hebben in het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat.

Die overdracht geldt enkel voor de inrichtende machten die vóór 15 december van het lopende jaar meedelen dat ze in het lopende kalenderjaar de lestijden waarvan zij de overdracht aanvragen, niet zullen gebruiken. Deze lestijden mogen niet uitgeleend worden aan een inrichting die opgericht wordt.

Die overdracht mag niet tot gevolg hebben dat de jaarlijks aan het onderwijs voor sociale promotie toegekende kredieten verhoogd worden.

De lestijden, waarvoor leerkrachten die vast benoemd of geworven zijn, bezoldigd worden ten gevolg van een terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of een gedeeltelijk verlies van opdracht en waarvoor die leerkrachten geen reëffectatie, wedertewerkstelling of terugroeping in actieve dienst kregen, kunnen niet overgedragen worden zoals bedoeld in vorig lid."

Art. 13. In artikel 24 van voormelde wet van 29 mei 1959 gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1970, 14 juli 1975, 18 januari 1971, het koninklijk besluit nr. 441 d.d. 25 april 1986 en het decreet van 16 april 1991, wordt § 4 vervangen als volgt :

"§ 4. Bij de vervanging van bestaande structuren in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 of 1 worden de opleidingseenheden waarvan het geheel structuren dekt die definitief in de toelageregeling zijn opgenomen, als dusdanig beschouwd, op eensluidend advies van de overlegcommissie, bedoeld in artikel 15 van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie".

Art. 14. Dit decreet heeft uitwerking op 31 december 1994, behalve de artikelen 1, 2, 3 en 10, die uitwerking hebben op 1 september 1994, en artikel 13, dat uitwerking heeft op 1 januari 1992. De artikelen 1, b, 2e lid en 2, b, 2e lid, zijn na het schooljaar 1994-1995 niet meer van kracht.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX

F. 95 — 1645

**5 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux absences justifiées en matière d'obligation scolaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'Etat dont la langue d'enseignement est le français ou l'allemand, à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur, notamment l'article 8, § 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1^{er}, modifiées par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1981 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions du présent arrêté doivent nécessairement accompagner la mise en place des dispositifs en matière de contrôle des absences scolaires;

Sur proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont admis comme valables dans les établissements subventionnés d'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécial, de plein exercice, les motifs d'absence des élèves en âge d'obligation scolaire visés à l'article 8, § 2 de l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'Etat dont la langue d'enseignement est le français ou l'allemand à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur.